

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 13 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SALZGITTER MANNESMANN PRECISION ETIRAGE

ZONE INDUSTRIELLE LA SAUNIÈRE

89600 SAINT-FLORENTIN

Références : 220688

Code AIOT : 0005401307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement SALZGITTER MANNESMANN PRECISION ETIRAGE implanté ZI Sud La Saunière B.P. 138 89600 SAINT-FLORENTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'UID Nièvre-Yonne a mené une campagne de contrôles inopinés ciblés sur le thème de la gestion de la sécheresse auprès des industriels les plus gros consommateurs d'eau. Au jour du contrôle, l'Armançon était en alerte renforcée au titre de la sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALZGITTER MANNESMANN PRECISION ETIRAGE
- ZI Sud La Saunière B.P. 138 89600 SAINT-FLORENTIN
- Code AIOT : 0005401307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Salzgitter Mannesmann Precision Etirage exploite sur le site de Saint-Florentin des installations de travail mécanique des métaux et activités associées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Réduction des prélèvements/ consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Réduction des prélèvements/c onsomptions	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré des réflexions menées pour réduire ses prélèvements et consommations d'eau, l'exploitant n'applique pas les dispositions de l'arrêté cadre sécheresse. Il doit soit les respecter, soit solliciter et obtenir une dérogation auprès de la DDT de l'Yonne en mettant en avant les études et travaux menés, ainsi que les résultats obtenus en matière de prélèvement et de consommation d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/02/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de rubrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rubrique / Désignation / Régime / Capacité du site 2565-2-a / Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2 Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l / A / 255.5 m ³ 2560-1/ Travail mécanique des métaux et alliages La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant 1. Supérieure à 1000 kW / E / 4000 kW 2910-A-2 / Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW / DC / 15.65 MW. 2561 / Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages / DC (régime AP D) 4719-2 / Acétylène (numéro CAS 74-86-2) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t / D / 980 kg 2563 / Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l / NC
Constats : La situation administrative du site n'a pas évolué.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2008, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvements d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : L'eau de la nappe est utilisée pour le traitement de surface, l'incendie et le système de traitement thermique (trempe) (non exclusif). L'eau de ville est utilisée pour l'approvisionnement en eau industrielle du site (fours de refroidissement, aéroréfrigérants, trempe, CND, ...) et pour les eaux vannes. Les compteurs sont relevés quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les interdictions suivantes peuvent être levées uniquement pour des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires et après obtention d'une dérogation.
Constats : L'exploitant n'a pas sollicité ni obtenu de dérogation aux dispositions de l'arrêté cadre sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception : - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau. Les restrictions ne s'appliquent pas dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.
Constats : Le site ne relève pas d'un usage dérogatoire précité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : Les consommations d'eau du site sont supérieures à 1 000 m ³ /an. Le site a deux sources d'alimentation en eau : - un forage ayant produit 17 691 m ³ d'eau entre août 2021 et juin 2022 - l'eau de ville dont la consommation entre août 2021 et juin 2022 a été de 3 064 m ³ . Le site est en zéro rejet : toute l'eau consommée est évaporée (à l'exception des eaux vannes). L'exploitant indique ne procéder à aucune réduction de ses prélèvements ou consommations d'eau du fait de la crise sécheresse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre quotidien pour tout prélèvement ou consommation supérieure à 100 m ³ par jour
Constats : L'exploitant dispose d'un nouveau logiciel de suivi des utilités qui lui permet de les suivre en temps réel. Les alertes sont toutefois à mettre en place pour le suivi de l'eau prélevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Site en zéro rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet